
BULLETIN SOCIAL

DOCTRINE

L'ÉCONOMIE CHRÉTIENNE

On se plaint partout, et avec raison, que le vivre devient de plus en plus cher, que le travail manque en bien des endroits, que les pauvres sont privés du nécessaire.

On ne le croirait guère, à regarder les buvettes, les théâtres, les lieux d'amusements, les toilettes nouvelles et dispendieuses, en un mot, si l'on comptait les dépenses inutiles et nuisibles. On ne croirait pas que l'argent est rare et difficile à gagner, à voir la façon dont on le gaspille, non seulement chez les riches, mais chez les travailleurs et même chez les pauvres.

Mettons de côté pour un moment les dépenses criminelles du vice, celles, par exemple, du père de famille qui prive sa femme et ses enfants du pain et des vêtements nécessaires, pour contenter son ignoble passion d'ivrogne. Ne considérons que les autres dépenses inutiles et ordinaires, que bien des gens se permettent et qui représentent des sommes étonnantes, dépensées pour rien ou pour des riens.

Avons-nous ainsi le droit de gaspiller ?

On dit que le droit de propriété, le droit que le propriétaire a sur son bien, et qui exclut les empiètements de tout compétiteur, comporte la faculté d'user et d'abuser de ce bien, à l'exclusion de tout autre propriétaire. Ceci est vrai, dans une certaine mesure, si l'on considère le droit de propriété humain par rapport aux autres hommes. Mais ceci n'est plus vrai, si l'on considère le droit de souveraine propriété que Dieu possède sur toutes choses. Par rapport aux autres hommes nous sommes, généralement, propriétaires exclusifs de nos biens. Ils sont à nous seuls et pas à autre. Personne n'a le droit en justice, de nous demander compte de l'usage ou même de l'abus que nous en faisons.